

Initiatives ministérielles

M. Ferguson: Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de Scarborough-Ouest de son excellent discours. Je tiens à le complimenter en particulier pour l'intérêt dont il fait preuve au nom de ses électeurs urbains. Je suis sûr que la question de la sécurité alimentaire doit être constamment à l'esprit de ses électeurs, qui habitent une grande circonscription urbaine. Au cours des deux derniers jours, nous avons entendu rappeler l'érosion des programmes agricoles sous ce gouvernement. Cette inquiétude est partagée par la quasi totalité des organismes agricoles au Canada et, aujourd'hui, lors d'un déjeuner-causerie de la Fédération canadienne de l'agriculture, ce fait a été encore rappelé par M. Jack Proulx, membre de la direction de la FCA, qui a fait un discours passionné contre ce projet de loi.

Vu la tendance actuelle du gouvernement à favoriser la libéralisation du marché et à démanteler les programmes agricoles, je voudrais savoir si mon collègue a songé à faire de la production agro-alimentaire au Canada une question de sécurité nationale. Il a parlé de la sécurité alimentaire et je me demande s'il ne nous ferait pas part de son avis au sujet de l'idée que je viens de proposer, qui nous permettrait d'assurer aux consommateurs canadiens la sécurité de leur approvisionnement en denrées alimentaires de grande qualité et cultivées au Canada même.

M. Wappel: Monsieur le Président, je trouve pratiquement invraisemblable que nous devions débattre la question de savoir s'il y a lieu ou non de faire de l'agriculture une priorité nationale. C'est incroyable pour un pays comme le nôtre dont la superficie est la deuxième en importance dans le monde. Nous avons des régions immensément vastes que nous consacrons strictement à l'agriculture.

On pourra remonter aussi loin qu'on voudra le cours de l'histoire, et même jusqu'à celle de l'Égypte antique, à l'époque des sept années de vaches maigres suivies des sept années de vaches grasses. Il va de soi que nous devrions faire en sorte de ne jamais manquer de produits agricoles et de ne jamais nous retrouver en situation de pénurie.

Nous vivons dans un pays d'abondance qui, pour la plupart du temps, peut se suffire à lui-même. Il me semble que ce devrait être un principe de base, un principe qu'on ne remet pas en question, et voulant que l'un de nos objectifs nationaux soit de veiller à ne jamais être pris au dépourvu et à toujours avoir de quoi nourrir nos concitoyens, certes, mais aussi nos frères vivant ailleurs dans le monde, dans les régions défavorisées, en cas de famine par exemple.

Pour répondre à la question, je dirais simplement que nous ne devrions même pas avoir à en parler. Nous devrions y souscrire d'office.

M. Hovdebo: Monsieur le Président, je tiens à répondre à la fois à la déclaration et à la question du député. Depuis quelques années, on perd de vue la notion d'auto-suffisance alimentaire au Canada. Nous en sommes venus à penser que les régions rurales du Canada étaient davantage propices à ceux qui recherchent un certain style de vie qu'à la production de denrées alimentaires.

Par conséquent, les régions rurales du Canada subissent des pressions énormes parce nous ne nous sommes pas dit qu'il fallait absolument maintenir l'agriculture. Je voudrais que le député, qui représente une circonscription urbaine, me dise s'il est prêt à payer le prix qu'il faudrait pour faire de l'agriculture une activité rentable partant au Canada.

M. Wappel: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. C'est une question plutôt vaste que je ne suis pas sûr de bien saisir.

Mon collègue prétend-il, pour une raison qui m'échappe, que nous devrions payer 2,50 \$ une pomme qui coûte 80 cents actuellement? J'ignore si c'est ce qu'il suggère. Mais en tant que député d'une circonscription urbaine, je considère que les aliments doivent être à la portée de la bourse des gens. Et pour pouvoir acheter ces aliments, nous devons les produire.

Il me semble logique que les denrées alimentaires produites et livrées au Canada soient moins chères que celles qui sont importées de l'étranger. Je ne sais pas ce que le député entend au juste quand il dit que les familles urbaines recherchent un style de vie rural. Cela mis à part, je ne sais pas si j'ai bien répondu à sa question que je regrette de ne pas avoir bien comprise.

M. Hovdebo: Monsieur le Président, je voudrais m'expliquer. Les agriculteurs du Canada courent à la faillite parce que le prix de leurs produits est trop bas. En ce moment, plus de 10 000 agriculteurs de la Saskatchewan ont reçu des avis de saisie de leurs biens.

Ils sont acculés à la faillite parce que le prix payé pour ce qu'ils produisent est trop bas. Les prix ont chuté parce que l'on peut produire la même chose à moindre coût ailleurs au monde. Si, comme le préconise le député, nous décidions de produire assez d'aliments pour nos besoins, il faudrait accepter de payer assez cher pour que les agriculteurs qui les produisent puissent survivre. Ce raisonnement ne tient pas lorsqu'il s'agit des céréales ou des pommes. Nous ne paierons pas nos pommes assez cher pour permettre au pomiculteur de survivre. Il ne tient pas dans le cas du raisin, ni dans le cas de la plupart des productions agricoles. Les Canadiens ne sont pas prêts à payer leurs aliments le prix qu'il faut pour permettre aux agriculteurs de survivre. Le seul moyen pour eux de s'en tirer honorablement, c'est d'exporter.